

N° 5652¹²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2007-2008

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

**concernant la performance énergétique
des bâtiments d'habitation modifiant:**

- 1. le règlement grand-ducal du 22 novembre 1995 concernant l'isolation thermique des immeubles;**
- 2. le règlement grand-ducal du 25 mai 2005 fixant les conditions et modalités d'octroi et de calcul de la participation étatique aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement;**
- 3. le règlement grand-ducal du 10 février 1999 relatif à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(14.11.2007)

Par lettre du 1er août 2007, réf.: 0268-E07, Monsieur Jeannot Krecké, ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, a soumis les amendements sous rubrique à l'avis de la Chambre des employés privés.

1. Ces amendements ont pour objet de modifier le projet de règlement grand-ducal concernant la performance énergétique des bâtiments d'habitation et modifiant 1) le règlement grand-ducal du 22 novembre 1995 concernant l'isolation thermique des immeubles; 2) le règlement grand-ducal du 25 mai 2005 fixant les conditions et modalités d'octroi et de calcul de la participation étatique aux frais d'experts exposés par le propriétaire d'un logement pour l'établissement d'un carnet de l'habitat de son logement; 3) le règlement grand-ducal du 10 février 1999 relatif à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie.

*

1. LE PROJET INITIAL

2. Le projet de RGD amendé, basé sur la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie, transpose les dispositions principales de la directive 2002/91/CE du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments relatives aux seuls bâtiments à utilisation résidentielle. Il a donc pour objectif d'améliorer la performance et la qualité énergétiques des bâtiments d'habitation¹ au Luxembourg, que ceux-ci soient neufs, existants² ou en cours de modification ou d'extension.

Les dispositions visant le secteur non résidentiel (fonctionnel et mixte) seront transposées ultérieurement dans un RGD spécifique, ceci pour des raisons techniques et du fait de l'urgence moindre en la matière, comparée au secteur résidentiel dont la réglementation ne serait plus à la hauteur du progrès technologique.

3. Le projet prévoit également l'établissement d'un certificat pour les bâtiments d'habitation, vu comme une carte d'identité énergétique, permettant au locataire, à l'acheteur potentiel ou autre de voir en un clin d'oeil la performance énergétique et, donc, le coût en énergie pour le bâtiment qui l'intéresse.

Les nouvelles normes d'isolation introduites par le présent projet devraient permettre une amélioration des performances énergétiques évaluée à $\pm 30\%$. Les auteurs du projet comptent sur un effet d'entraînement suscité par ce certificat, surtout dans le secteur locatif, pour réaliser, à moyen terme, des économies d'énergie plus importantes encore.

4. Améliorer la performance énergétique, c'est l'aptitude à limiter la consommation d'énergie sans altérer le confort. A l'instar de la directive, le présent projet établit une méthode de calcul pour les bâtiments résidentiels neufs avec fixation de valeurs maximales pour la consommation d'énergie primaire et de la chaleur utile pour le chauffage. La méthode de calcul couvre l'énergie finale utilisée pour le chauffage, la préparation d'eau chaude sanitaire, la ventilation, l'énergie pour les installations périphériques (pompes de circulation, brûleurs, ...) et les vecteurs énergétiques.

De même pour les bâtiments résidentiels existants, la méthode de calcul concerne l'énergie finale utilisée pour le chauffage, la préparation d'eau chaude sanitaire, la ventilation et l'énergie pour les installations périphériques (pompes de circulation, brûleurs, ...).

5. Le calcul des performances énergétiques doit intégrer tous les éléments déterminant l'efficacité énergétique comme l'enveloppe et l'étanchéité du bâtiment, les installations de chauffage et de refroidissement, la récupération de la chaleur, les vecteurs énergétiques, etc.

Ces méthodes de calcul deviennent des références nationales que d'autres ministères, administrations et organismes peuvent dorénavant utiliser dans leurs activités en relation avec la performance énergétique des bâtiments résidentiels.

6. Le certificat de performance énergétique pour les bâtiments neufs et existants nouvellement introduit doit être fourni lors de la construction, de la vente ou de la location d'un bâtiment. Le certificat de performance énergétique, valable dix ans, indique la consommation d'énergie calculée et/ou mesurée d'un bâtiment, sur la base d'une utilisation standardisée, et classe le bâtiment en fonction de son efficacité énergétique globale en tenant compte de l'enveloppe du bâtiment, d'une part, et des installations techniques, d'autre part. La performance énergétique d'un bâtiment est exprimée par l'indice de dépense d'énergie primaire.

La directive européenne vise particulièrement la location dans le but d'assurer que le propriétaire, qui d'habitude ne paie pas les frais relatifs à la consommation énergétique, prenne les mesures nécessaires. Le classement des bâtiments fournit aux propriétaires, respectivement aux locataires concernés, des informations importantes concernant la qualité énergétique globale de leur bâtiment et devrait

1 Un bâtiment d'habitation est défini comme un bâtiment dans lequel au moins 90% de la surface de référence énergétique A_n sont destinés à des fins d'habitation. Toutefois, les habitations utilisées moins de quatre mois par an ne sont pas visées par le RGD.

2 Un bâtiment existant doit avoir vu son autorisation de bâtir introduite avant le 1er juin 2007. Si l'autorisation est demandée après cette date, il s'agit alors d'un bâtiment neuf.

contribuer, à moyen terme, à une transparence du marché immobilier en montrant – comme une valeur de référence – où se situe le bâtiment sur le plan énergétique. Comme un tel certificat doit être établi pour tout changement de locataire (ou de propriétaire), la consommation énergétique pourrait devenir ainsi un critère de choix lors de l’acquisition ou lors de la location d’un bâtiment.

7. Tant le calcul de performance que les certificats énergétiques sont à présenter lors de toute demande d’autorisation de bâtir, de modification, d’extension ou de transformation³. Ainsi, chaque intervention sur un bâtiment requérant une autorisation de bâtir ou changeant le comportement énergétique de ce bâtiment nécessite l’établissement d’un nouveau certificat qui est obligatoire même si l’ancien certificat n’est pas encore périmé.

8. Il est à noter que les normes de qualité des installations techniques relatives au chauffage, au refroidissement, à l’éclairage ou à la ventilation du bâtiment définies par la directive seront transposées dans les textes réglementaires respectifs concernant les chaudières à gaz, à mazout ainsi que les systèmes de climatisation ou bien dans de nouveaux textes. Ainsi, seront instaurés le contrôle régulier des chaudières et des systèmes centraux de climatisation dans les bâtiments ainsi que l’évaluation d’une installation de chauffage lorsqu’elle comporte des chaudières de plus de 15 ans.

Par ailleurs, la partie „énergie“ du carnet de l’habitat⁴, telle que définie actuellement par le RGD du 25 mai 2005, est harmonisée sur la base des nouvelles normes instaurées.

9. Il revient à l’Etat d’assurer la certification et le contrôle des bâtiments ainsi que du respect des normes mises en oeuvre par un personnel qualifié et indépendant.

Les architectes, les ingénieurs-conseils et les personnes agréées pour l’accomplissement de tâches techniques dans le domaine de l’énergie sont habilités à assurer les nouvelles missions qui découlent du présent RGD après avoir suivi une formation obligatoire organisée par le ministre ayant l’Energie dans ses attributions.

*

2. LES AMENDEMENTS

10. Les présents amendements reprennent en partie les remarques formulées par le Conseil d’Etat dans son avis sur le projet initial rendu en date du 8 mai 2007.

Amendement 3 (Ancien article 4 – Nouvel article 2 du projet de RGD)

11. Il est clarifié que dans le cas d’une modification d’un bâtiment d’habitation, le calcul et le certificat de performance énergétique ne sont à établir que dans le cas où une modification affecte le comportement énergétique du bâtiment d’habitation.

Amendements 7 et 8 (Ancien article 5 – Nouvel article 3 du projet de RGD)

12. Le texte initial du projet de règlement prévoyait que les architectes et ingénieurs-conseils ainsi que les personnes agréées pour l’accomplissement de tâches techniques dans le domaine de l’énergie seraient habilités à établir un calcul de la performance énergétique, un certificat de performance énergétique, voire un concept énergétique.

Ces mêmes professionnels ne pourraient accomplir les prestations visées qu’après avoir réussi avec succès une formation spécifique.

13. Dans son avis précité, le Conseil d’Etat précise que le fait de recourir dans le cadre du projet sous objet aux experts tombant sous le champ d’application du règlement grand-ducal du 10 février

³ Toute transformation substantielle sur le plan énergétique ne nécessitant pas d’autorisation doit tout de même faire l’objet d’un établissement de certificat. Pour tout bâtiment de plus de 1.000 m², des études et documents supplémentaires sont requis.

⁴ Le carnet de l’habitat renseigne le propriétaire d’un logement sur l’état de son immeuble en termes de salubrité, hygiène, santé, sécurité, stabilité technique, consommation d’énergie et aspects sociaux. Il peut être seulement établi pour les immeubles dont l’autorisation de bâtir date de plus de 15 ans et sur la base d’une autorisation ministérielle préalable.

1999 relatif à l'agrément de personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie est „une atteinte à la liberté de commerce à laquelle ne peuvent être apportées des restrictions que par la voie législative“.

De même, l'introduction d'une formation supplémentaire obligatoire ne saurait se faire par la voie d'un règlement grand-ducal mais nécessite le recours à une loi formelle. Le Conseil d'Etat s'oppose en conséquence aux dispositions sous examen qui risquent d'encourir la sanction de la non-applicabilité de l'article 95 de la Constitution.

14. Cependant, le gouvernement considère que ce règlement du 10 février 1999 a été pris en exécution de la loi modifiée du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie qui détermine que des règlements grand-ducaux peuvent être pris pour définir les conditions pour l'établissement de bilans énergétiques et d'études énergétiques. Le règlement grand-ducal du 10 février 1999 lui-même précise dans son 1er article que sont comprises parmi les tâches „(...) – vérifier les normes prescrites par les lois et les règlements relatifs au domaine de l'énergie“, approche non contestée par le Conseil d'Etat dans son avis du 18 décembre 1998 concernant ce même projet.

Le Gouvernement réserve donc les nouvelles missions qui découlent du présent RGD aux experts ayant des qualifications professionnelles équivalentes à celles des architectes et ingénieurs-conseils, qui seront agréés par le ministre, ainsi qu'aux personnes agréées en vertu du règlement grand-ducal du 10 février 1999.

14bis. Néanmoins, les présents amendements remplacent l'obligation de suivre la formation spécifique par un simple encouragement.

Amendement 14 (Ancien article 13 – Nouvel article 9 du projet de RGD)

15. Cet amendement permet de garantir que, lors de la modification respectivement de l'extension d'un bâtiment d'habitation, le certificat de performance énergétique est complété au plus tard quatre ans après son établissement par l'indice de dépense d'énergie mesuré.

Ainsi, il est garanti que l'occupant d'un bâtiment peut effectivement comparer, quatre ans après la modification respectivement l'extension, la consommation mesurée avec la consommation calculée au moment de l'établissement du certificat de performance énergétique.

Amendements 15 (Ancien article 15 – Nouvel article 11 du projet de RGD)

16. Il est clairement énoncé qu'un acheteur ou locataire intéressé qui a déclaré son intérêt à l'acquisition ou à la location d'un bâtiment d'habitation, après qu'un propriétaire ait déclaré son intention de vente ou de location du bâtiment concerné, doit pouvoir consulter le certificat de performance énergétique du bâtiment d'habitation concerné.

Amendements 16 et 17 (Ancien article 16 – Nouvel article 12 du projet de RGD)

17. La tenue du registre des calculs de la performance énergétique et des certificats de performance énergétique institué par le projet initial est confiée au ministre.

Les amendements précisent le fonctionnement du système du registre afin d'assurer le transfert d'informations par les administrations et organismes concernés au ministre.

18. Les données relatives au calcul et au certificat de performance énergétique pour un bâtiment donné doivent être archivées pendant une durée minimale de 10 ans par les experts habilités à délivrer ledit certificat.

Amendement 19 (Ancien article 25 – Nouvel article 20 du projet de RGD)

19. La date de mise en vigueur du projet de règlement dans la version initiale était le 1er juin 2007.

L'entrée en vigueur du RGD amendé est reculée au 1er janvier 2008, alors que la transposition du texte européen devait être réalisée au plus tard pour le 4 janvier 2006.

19bis. Bien que la CEP•L salue la mise en place d'un tel projet, elle regrette qu'elle se fasse avec deux ans de retard.

Amendement 20 (Annexe du projet de RGD)

20. L'annexe du projet initial est remplacée par un nouveau texte.

Depuis l'approbation du projet de règlement grand-ducal par le Conseil de Gouvernement, la nécessité d'apporter diverses adaptations et ajustements à un certain nombre de dispositions de l'annexe est apparue. En outre, certaines modifications sont devenues nécessaires afin de tenir compte des remarques du Conseil d'Etat. Afin de garder une meilleure vue d'ensemble, il a été jugé opportun de procéder à une adaptation de l'annexe par un seul amendement au lieu de s'empêtrer dans de nombreux amendements.

Les modifications concernent notamment les définitions de l'annexe qui ont été adaptées pour améliorer leur compréhensibilité et pour garantir la concordance avec les définitions du texte du règlement proprement dit.

Les commentaires de différents spécialistes du secteur du bâtiment dans le cadre de discussions techniques avec les représentants du Ministère sur les exigences définies à l'annexe ont montré qu'une adaptation des exigences minimales, d'une part, et un remaniement des courbes des exigences concernant les maisons individuelles et à appartements, d'autre part, est nécessaire pour améliorer l'applicabilité en pratique. Les catégories d'efficacité concernant les indices de dépenses d'énergie primaire, de dépenses d'énergie de chauffage et de dépenses d'émissions de CO₂ ont dû être ajustées en conséquence.

Suppression des articles 2, 3, 9, 11 et 17 du projet initial

21. La lecture du commentaire des amendements analysés comme le texte coordonné révèle que les articles 2, 3, 9, 11 et 17 sont supprimés.

Les bâtiments d'habitation destinés à être utilisés moins de quatre mois par an ne constituent dès lors plus une exception à l'application du futur RGD.

Par ailleurs, le contrôle du respect des normes fixées par le futur RGD ne prendra pas la forme d'un contrôle sur place par le ministre, l'autorité compétente, ou un tiers mandaté au vu de ses compétences.

*

3. COMMENTAIRES DE LA CEP•L

22. La Chambre des employés privés se félicite que les habitations occupées moins de quatre mois par an ne soient plus épargnées du champ d'application du présent projet. Dans son avis de décembre 2006, elle se demandait ce qui justifiait qu'une habitation utilisée seulement deux ou trois mois dans l'année soit exemptée des formalités introduites par le RGD en projet et que ses propriétaires se voient, en quelque sorte, accorder indirectement un „droit de polluer et/ou de gaspiller“? Il est bien entendu compréhensible que les habitations principales fassent l'objet de toute l'attention, puisqu'elles disposent du plus grand potentiel de résultats. Ceci étant, il peut tout de même paraître quelque peu déplacé de permettre à des propriétaires, qui disposent pourtant de moyens pour financer une habitation secondaire, de ne pas contribuer totalement à l'effort énergétique de l'ensemble de la population et de s'offrir, en fin de compte, une espèce de „droit à la surconsommation“.

23. La CEP•L se doit de réitérer ses autres remarques formulées dans son avis du 5 décembre 2006, puisque les présents amendements n'en ont pas tenu compte.

Ainsi est-il communément admis que l'énergie la moins polluante et la moins chère est celle que l'on n'a ni besoin de produire ni besoin de consommer.

En matière d'utilisation rationnelle d'énergie, la chasse aux „négaJoules“ ou aux „négaWatts“, c'est-à-dire les mégaJoules/Watts non consommés grâce à un usage plus sobre et plus efficace de l'énergie, est le meilleur moyen de ne pas gaspiller de l'énergie, puisqu'elle permet de ne pas en consommer inutilement (cf. aussi l'énergie grise).

Au vu des circonstances climatiques et du prix des énergies, le potentiel d'économies de production en la matière étant considéré comme très élevé, comme le confirment encore les données livrées par les auteurs du projet initial, plus tôt la transposition aurait eu lieu, mieux cela aurait-il valu.

La CEP•L avait déjà précédemment relayé le constat dressé par l'Energie institut autrichien que la construction d'un bâtiment ne coûte environ que 20% des frais totaux qu'il engendrera au cours de sa vie; en oubliant de prendre en compte le long terme, l'architecture et l'entrepreneuriat négligent donc 80% des coûts. En construisant des bâtiments mal isolés, avec des matériaux toxiques et non durables, la note sera à payer un jour par les habitants de l'immeuble (en frais énergétiques, d'entretien et de réparations) et par la société (gaspillages de ressources, pollution, mal de vivre et dépenses de santé publique). Il convient donc dès la conception d'un bâtiment de prendre en considération les coûts globaux qu'il générera à l'avenir.

24. L'article 17 du projet remanié modifie le RGD du 10 février 1999 relatif à l'agrément des personnes physiques ou morales privées ou publiques, autres que l'Etat, pour l'accomplissement de tâches techniques d'étude et de contrôle dans le domaine de l'énergie. De ce fait, ce RGD intégrera donc la notion de certificat de performance énergétique et le calcul de celle-ci comme troisième volet.

Cependant, alors que la modification du RGD du 10 février 1999 n'admet pas que se fassent agréer pour la réalisation d'audits énergétiques (1er volet) et la vérification des normes légales ou réglementaires relatives au domaine de l'énergie (2e volet) les concepteur, fournisseur, réalisateur, exploitant du projet ou leur mandataire, elle ne procède pas de même en ce qui concerne le calcul et la certification énergétiques (3e volet).

La CEP•L s'interroge sur cette faveur. Si l'intention du législateur est de parer tout abus énergétique dans le chef des parties prenantes à un projet de construction, quel est alors l'élément qui légitime que ces personnes physiques ou morales, privées ou publiques, liées à un projet à l'analyse ne sont, elles aussi, pas exclues pour le calcul et le certificat énergétiques à l'instar des autres études visées par l'article 17 (1) du présent texte?

25. La CEP•L note également que les frais relatifs à l'établissement du certificat énergétique sont à charge du propriétaire. Toutefois, aucune information n'est donnée sur la tarification qui pourrait être pratiquée par les spécialistes désignés par voie de RGD auxquels il faut recourir.

Notre Chambre demande donc que les autorités compétentes établissent un barème à respecter par les praticiens afin d'éviter tout abus tarifaire. Peut-être ne serait-il pas inutile de prévoir une tarification en fonction des bâtiments résidentiels visés.

26. D'ailleurs, dans ce contexte, et en matière de financement des dispositions requises par le RGD ou des éventuelles craintes et réticences des propriétaires à prendre des mesures pour réduire les dépenses énergétiques de leurs installations, mais aussi pour contribuer au développement de la dynamique de la chasse aux négajoules, la CEP•L se demande s'il ne serait pas pertinent et utile de faire référence au règlement grand-ducal modifié du 3 août 2005 instituant un régime d'aides pour des personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables. Ce RGD a introduit des aides à la réduction de la consommation d'énergie dans les habitations.

Ce règlement permet la subvention de la réduction de la consommation d'énergie dans les maisons d'habitation existantes, où il existe le plus grand potentiel de réduction, mais d'ailleurs aussi pour la construction de nouvelles habitations à performance énergétique élevée.

En ce qui concerne les maisons d'habitation âgées de plus de 10 ans, le RGD prévoit, pour la réduction de la consommation énergétique, une aide financière de 1.500 euros allouée par tonne d'émissions de CO₂ qui est réduite (la quantité réduite correspond à la différence annuelle entre les émissions de CO₂ avant et après les transformations), sans toutefois dépasser 50% des coûts investis. Une aide financière plafonnée de 75% du coût total existe également pour la réalisation d'un concept visant à respecter les critères énergétiques de référence.

La Chambre des employés privés avait accueilli très favorablement cette aide à la réduction de la consommation énergétique.

Ce règlement viendra à échéance le 31 décembre 2007. Mais un projet de règlement grand-ducal est en cours de discussion afin de prolonger au-delà du 31 décembre 2007 et pour une durée de 5 ans, les subventions en matière de promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables en modifiant quelque peu le régime de ces aides.

La CEP•L propose donc que le présent projet renvoie à ces deux régimes d'aides.

27. Toujours au sujet de la facilitation financière pour la modernisation des habitations luxembourgeoises, la CEP•L attire l'attention sur la possibilité de développer des actions incitatives comme en Allemagne, par exemple, où une alliance pour le travail et l'environnement a été conclue⁵.

Le principe du tiers-investisseur serait également une piste à explorer et à formaliser. Selon ce principe, un partenaire financier – par exemple une institution bancaire ou les pouvoirs publics – peuvent entrer en jeu. La charge financière – et éventuellement aussi la responsabilité – d'un projet incombe à ce tiers.

Le remboursement des frais s'opère alors sur le bénéfice réalisé sur la facture énergétique et se conclut lorsque ces frais sont remboursés au tiers-investisseur. A partir de ce moment, le propriétaire/le locataire profite des économies d'énergie.

Les autorités publiques pourraient également envisager d'offrir la possibilité aux particuliers de déduire fiscalement les investissements visant à améliorer l'efficacité énergétique de leur logement.

28. Ceci étant dit, de manière générale, la CEP•L se demande aussi quelles seront les mesures complémentaires et supplémentaires pour réduire la part disproportionnée des transports dans la surconsommation énergétique? De son côté, la part des entreprises est certes en baisse, mais est-elle suffisante? Comment progresser sur ce plan?

29. La réduction de la consommation paraît être une évidence pour limiter les émissions nocives pour l'environnement et la santé, mais cela permet-il de réduire la dépendance vis-à-vis des énergies primaires/fossiles et des importations, ce qui est le deuxième axiome du projet sous avis? Les renouvelables (en combinaison avec l'économie d'énergie et l'efficacité énergétique) doivent pouvoir contribuer, si pas à nous rendre autonomes énergétiquement parlant, du moins réduire notre dépendance.

30. La CEP•L encourage les pouvoirs publics à redoubler d'efforts pour accélérer, au-delà de la consommation rationnelle d'énergie, la transition vers l'utilisation de l'ensemble des énergies renouvelables.

S'il importe de traiter la demande comme le présent projet y contribue par des mesures relatives à la consommation de l'énergie et au changement climatique, il convient aussi d'agir au niveau de l'offre (sources d'énergie non polluantes ou non productrices d'émanation). Une campagne en matière d'efficacité et d'économie énergétiques doit dès lors s'accompagner d'une diversification maximale des sources d'énergie et l'utilisation accrue d'énergies dites renouvelables, – loin d'être pleinement exploitées. Faudra-t-il peut-être un jour songer à rendre contraignants les objectifs d'efficacité énergétique et de transfert de sources de production énergétique limitées et polluantes vers des sources renouvelables?

Dans ce contexte, la CEP•L rappelle la question qu'elle avait posée dans son avis relatif aux aides à la réduction de la consommation énergétique dont question ci-avant, à savoir s'il ne serait pas finalement plus approprié de soutenir davantage la faible consommation d'énergie plutôt que de devoir acheter des droits d'émissions pour respecter le protocole de Kyoto. Elle ne juge en effet pas souhaitable que des considérations budgétaires de court terme freinent le développement de formes de construction modernes qui, à plus longue échéance, n'améliorent pas seulement la qualité de l'environnement mais également l'état des finances publiques, des finances des ménages et des salariés ainsi que la croissance de l'emploi.

31. A cet égard, on peut légitimement s'interroger sur la nature quelque peu paradoxale et conflictuelle des objectifs politiques qui se dessinent entre, d'une part, la libéralisation des mar-

5 Il s'agit d'un vaste programme de rénovation des immeubles existants en faveur de l'augmentation de l'efficacité énergétique mais aussi de la création d'emplois durables. Il est soutenu par le Gouvernement, les ONG environnementales, les syndicats et les employeurs. Les objectifs sont de rénover 300.000 appartements par an, de créer 200.000 emplois, de réduire l'indépendance au pétrole et de réduire la contribution de l'Etat au chômage de quelque 3 milliards d'euros.

chés de l'énergie qui est, en principe, censée pousser les prix vers le bas⁶ et favoriser la croissance du secteur, et, d'autre part, la réduction de la consommation énergétique qui risque, elle, d'être entravée par une réduction théorique des prix guère incitative à l'épargne.

En effet, la libéralisation actuelle du secteur électrique et du gaz vise entre autres à faire baisser les prix, mais l'on sait qu'un bien bon marché n'incite pas à une consommation modérée ou réduite, au contraire, et n'encourage pas non plus les investissements dans l'efficacité énergétique.

Si la demande électrique a une réputation d'inélasticité à court terme, les prix à la baisse sembleraient tout de même agir sur la consommation d'électricité. L'amélioration technologique provoque en outre un effet rebond désormais connu et reconnu.

32. Le secteur du gaz et de l'électricité (mais aussi de l'eau) sont des marchés „industriels“ atypiques où l'on encourage, parfois financièrement, à rationaliser la consommation. Il n'est en effet de nos jours guère raisonnable et rationnel de souhaiter et d'inciter une consommation croissante de ces biens.

La croissance économique durable ne peut logiquement pas valoir pour le secteur énergétique traditionnel, qui a recours à des énergies primaires fossiles et où l'idée de durabilité suppose en fait une réduction de la consommation, si l'on veut préserver un tant soit peu le patrimoine naturel et environnemental. Ce que le présent projet a bien compris et tend à défendre.

33. Il y a par conséquent une espèce de tiraillement, si pas un grand écart, entre ce volet de la politique européenne et le volet „libéralisation“, qui vise à stimuler les besoins de croissance des entreprises du secteur par l'augmentation de leurs volumes de ventes, puisque la réduction de la consommation ainsi que l'utilisation rationnelle et efficace de l'électricité ou du gaz devraient en principe avoir pour effet de contracter les volumes de vente.

Les sous-investissements chroniques, dont sont accusés les entrepreneurs électriques et qui sont notamment à la source d'avaries tels que l'Europe vient encore d'en subir, seraient-ils ainsi illustratifs de leur capacité d'anticipation qui leur fait pressentir la tendance à la réduction de la consommation sur laquelle doit cheminer, de gré ou de force, leur clientèle occidentale?

34. Une évaluation des interactions entre ces volets de la politique énergétique ne serait certainement pas superflue.

35. Pour conclure, et à titre subsidiaire, la CEP•L souhaite encore attirer l'attention sur le fait que les émissions nocives pour l'environnement et la santé ne se limitent pas, dans les bâtiments, aux seules émissions découlant de l'utilisation des énergies primaires.

En effet, bien que leur effet sur le climat soit moins probable que le CO₂ et les autres gaz à effet de serre, il existe toute une série d'autres émanations qui n'en sont pas moins nocives pour l'homme.

Nos habitations, dans lesquelles nous passons une grande partie de nos vies (sans oublier les autres lieux clos que nous fréquentons intensivement), sont aujourd'hui des lieux relativement malsains, qui, au-delà des problèmes de dérèglement climatique ou de crise énergétique les impliquant, représentent aussi des dangers pour la santé et l'environnement.

Les pollutions notamment chimiques découlant de produits utilisés dans la construction des bâtiments ou du mobilier devraient également faire l'objet d'une attention toute particulière des autorités publiques (ce qui n'est d'ailleurs pas sans renvoyer à la problématique sanitaire et économique du projet européen REACH).

*

⁶ Même s'il est encore trop tôt pour tirer de réelles conclusions, la libéralisation des secteurs de l'électricité et du gaz a pour l'instant plutôt entraîné une hausse des prix pour les ménages et les industriels dans l'UE, c'est-à-dire une évolution contraire aux objectifs affichés. (cf. avis CEP•L du 5 décembre 2006 sur les projets de loi portant organisation des marchés de l'électricité et du gaz)

36. Le projet soumis pour avis n'appelle pas d'autres commentaires de la part de la Chambre des employés privés, qui approuve le principe du présent projet.

Luxembourg, le 14 novembre 2007

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur,
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jean-Claude REDING

Entré au Greffe le 22 novembre 2007

